

Guillaume Faburel : «Nous avons identifié sept territoires refuges où se dessinera la géographie du nouveau régime climatique»

(Julien Guillot)

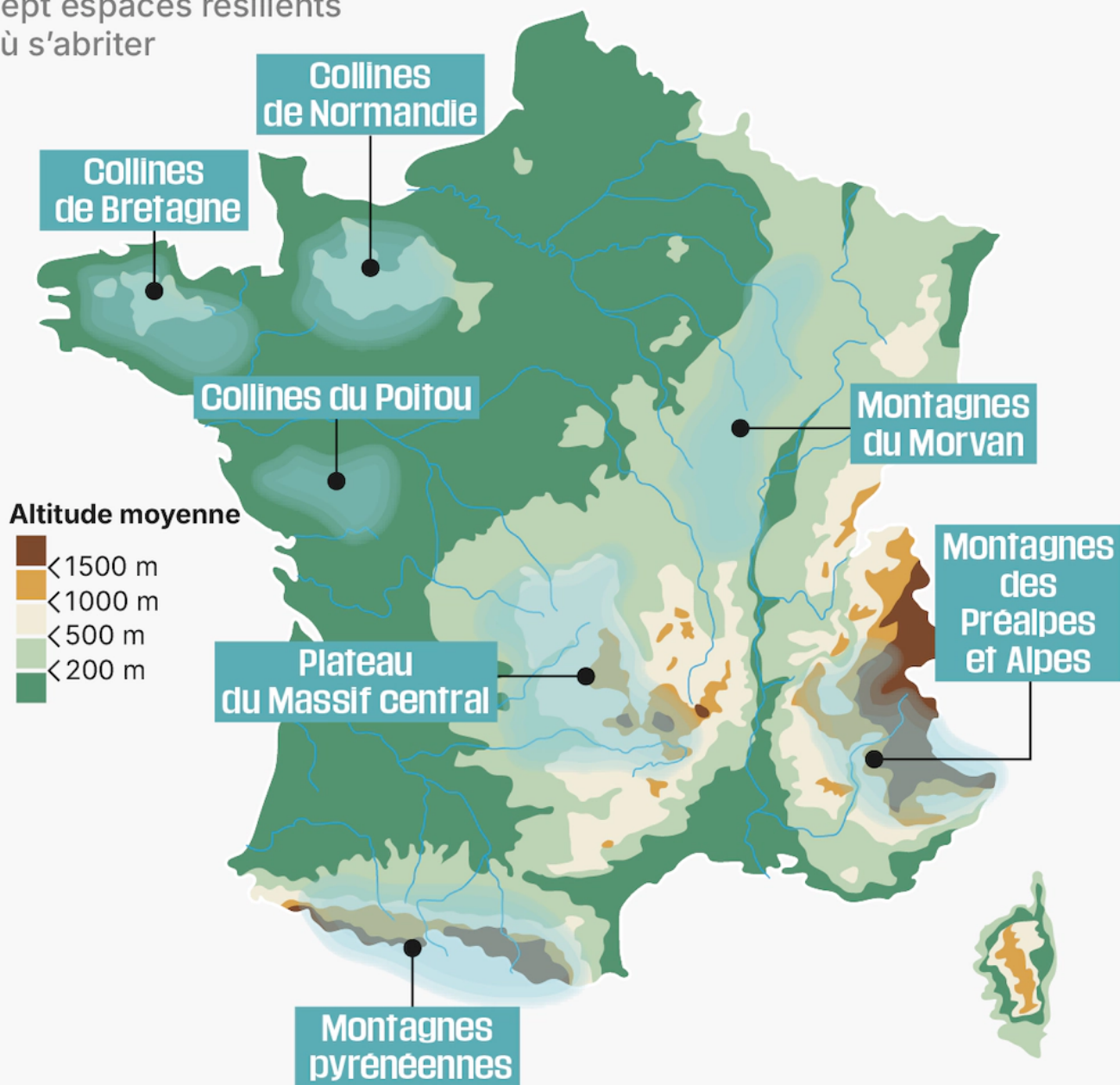
Les températures exceptionnelles de cet été rappellent une réalité qu'il est désormais difficile d'ignorer. La multiplication et l'intensification [des phénomènes extrêmes générés par le changement climatique](#) et leurs conséquences dévastatrices sur [les populations](#), [les infrastructures](#) et [la biodiversité](#), occupent depuis plusieurs jours le devant de la scène politique et médiatique. Pourtant, au-delà du [constat et des chiffres records](#), une question essentielle demeure : quels sont les territoires où il fera bon vivre dans les prochaines décennies sachant que le pays, [d'après Météo France](#), pourrait connaître des pics de températures allant jusqu'à 50 degrés en 2050 ?



Dérèglement climatique

Où habiter en 2050

Sept espaces résilients
où s'abriter



Infographie *Libération*. Source : Alan Deleflie

(Julien Guillot)

C'est à cette interrogation qu'ont voulu répondre le géographe Guillaume Faburel, professeur à l'université Lyon-II et auteur notamment de *Métropoles barbares* (Le passager clandestin) et *Indécence urbaine* (Flammarion) – ainsi que d'autres experts associés réunis au sein du Mouvement post-urbain. Leurs travaux portent un regard critique sur le modèle métropolitain dominant – celui de la grande ville – et reprochent à une partie de la communauté des géographes une approche davantage

«*descriptive que prescriptive*» : selon eux, il ne suffit plus de documenter le changement climatique, il faut aussi proposer des stratégies concrètes d'adaptation et de relocalisation. Ils ont récemment publié [une étude](#) intitulée «Où habiter en 2050 en France pour affronter les crises écologiques engagées ?» identifiant sept «*territoires refuge et habitables*» susceptibles d'offrir de meilleures conditions de vie au regard de trente critères à la fois écologiques et socio-économiques. Une réflexion que Guillaume Faburel prolonge dans son nouvel ouvrage *Où habiter ?* à paraître le 10 septembre chez Tana Editions.

Les épisodes de chaleur extrême remettent le changement climatique au cœur de l'actualité. Quel regard portez-vous sur le débat public actuel ?

Je suis énervé. Parce qu'il y a énormément de matière pour redonner de l'espoir, à condition de changer notre regard. Et cela vaut aussi pour le monde scientifique qui produit souvent des alertes neutralisantes. Oui, les constats sont établis et, en théorie, connus. Mais les solutions peinent à émerger parce que nous restons focalisés sur ces mêmes constats. On parle surtout de grandes tendances – je pense aux [rapports du Giec](#) – mais beaucoup moins de ce que ces bouleversements signifient concrètement pour les territoires et leurs habitants. C'est précisément là que devraient commencer les réponses.

Pourquoi cette approche est-elle absente des politiques publiques ?

Les instances de décision raisonnent en termes de flux, de stocks, de ressources, de foncier à urbaniser, d'infrastructures à déployer. En arrière-plan, il y a toujours le même horizon : la croissance, le développement, les grandes politiques d'aménagement. La géographie est devenue un savoir de gouvernement, une grille de lecture au service de la compétition entre territoires. Les institutions ont, d'une certaine manière, trié les savoirs en fonction de leur utilité politique et économique, reléguant les habitants à des données statistiques. Or, les défis auxquels nous allons être confrontés concernent avant tout notre capacité à vivre dans des territoires devenus plus vulnérables.

En quoi la géographie peut-elle nous aider à penser l'avenir ?

Au croisement de la nature et des sociétés, elle est le seul domaine de connaissances qui peut concrètement redonner espoir. Se sentir habiter un lieu, un territoire, c'est, théoriquement, en prendre soin, s'y investir, faire plus ou moins corps avec son environnement. Or, la vie urbaine, particulièrement dans les métropoles, nous a totalement arrachés du vivant. Le béton armé et l'acier trempé ne sont pas les premiers alliés des animaux et des végétaux. Il va donc bien falloir s'interroger collectivement sur la manière très concentrée et très artificialisée dont nous avons été sommés d'habiter certains endroits et pas d'autres. En ville, par exemple, les conditions de vie vont devenir de plus en plus précaires. Tant que l'autonomie ne sera pas au cœur de la réflexion, on entretiendra l'illusion qu'une ville comme Paris peut durablement s'adapter avec 2 millions d'habitants.

Quel a été le déclic pour lancer cette étude ?

J'ai voulu ouvrir une option jamais débattue depuis les années 70 : déménager le territoire. La démétropolisation des territoires va s'imposer, non pas économiquement (la grande ville est l'ancre du néolibéralisme), non pas politiquement (c'est l'ancre des pouvoirs et carrières), mais socialement et écologiquement. L'idée n'est pas d'organiser une sécession entre les villes et les campagnes, mais d'engager un rééquilibrage territorial de la population, davantage en phase avec les réalités climatiques et les aspirations des habitants. Il ne s'agit pas non plus de reproduire le modèle métropolitain en plus petit, mais d'inventer d'autres façons d'habiter les territoires.

Vous identifiez sept «*territoires refuge*» à l'horizon 2050. Quels sont-ils ?

Notre étude met en lumière sept grands espaces, sans établir de hiérarchie entre eux : les plateaux du Massif central (des monts du Limousin jusqu'aux plateaux des Causses), les collines du Poitou (incluant le haut-bocage vendéen), la montagne du Morvan (des vallons du

Mâconnais au plateau de Langres /côtes de Meuse), les Préalpes et les Alpes, les montagnes pyrénéennes (de la vallée d'Aspe aux Hautes Corbières), les collines de Bretagne jusqu'aux débords collinaires de la forêt de Brocéliande, et celles de Normandie. C'est là que se dessine, selon nous, la géographie du nouveau régime climatique, si l'on veut rester un peu vivant.

Cela signifie que ces milieux sont capables de mieux résister aux crises climatiques, tout en permettant à leurs habitants d'y travailler, se loger et se nourrir principalement grâce aux ressources locales ?

Il y aura toujours des interdépendances, mais elles ne doivent plus reposer sur des logiques extractivistes. Notre alimentation sera probablement plus végétale et davantage relocalisée. L'artisanat, l'agriculture nourricière et vivrière retrouveront une place centrale. Les sept territoires que nous avons identifiés disposent encore de terres et de ressources qui rendent cette perspective crédible. Les déplacements évolueront eux aussi. Il ne s'agira plus de traverser régulièrement la France, mais de privilégier les mobilités de proximité, le covoiturage, le vélo ou des formes de transport collectif – comme les vans – adaptées aux territoires. Les questions de la santé, de l'éducation et de la culture sont plus complexes. Il ne s'agit évidemment pas de prétendre qu'un territoire peut être totalement autonome, notamment pour des soins lourds. En revanche, nous pouvons imaginer d'autres organisations : des maisons de santé, des dispensaires ou des services itinérants, tout comme une meilleure valorisation des savoirs vernaculaires et des savoir-faire. L'enjeu est de relocaliser d'abord les besoins les plus élémentaires.

A quoi pourrait ressembler la vie quotidienne dans ces territoires en 2050 ?

Il va falloir réapprendre à jouer collectif. Cela commence par une autre manière de vivre la proximité. En ville, on choisit souvent ses affinités ; dans les campagnes, on ne choisit pas toujours ses voisins. Il faut apprendre à cohabiter, à partager un destin commun, et à prendre soin les uns des autres. Et il y a, dans cette manière d'habiter, énormément de

beauté. Les métropoles, en surstimulation permanente, nous en ont éloignés. C'est aussi renouer avec le vivant et le choyer : apprendre à observer, à écouter, à le respecter. En somme, réapprendre à habiter un espace, c'est réapprendre à faire collectif, entre humains, mais aussi avec le reste du vivant.

Pour autant, vous vous défendez de «*romantiser quelques modes de vie*» en particulier celui à la campagne ?

Ce fantasme vient de la distance. On oscille alors entre deux caricatures : le misérabilisme – «il faut les sauver» – et l'idéalisation, qui en fait une sorte de nouvel eldorado. Nous avons suffisamment travaillé sur ces espaces, avec des chercheurs mais aussi des acteurs de terrain, pour éviter cet écueil. Nos indicateurs ne se contentent pas de mesurer une réalité : ils disent aussi ce à quoi nous tenons. Nous assumons une méthode qui ouvre une vision et un débat, plutôt que de se réfugier derrière une neutralité scientifique qui n'existe pas. Je ne voudrais surtout pas que l'on retienne l'idée d'une vie austère ou monacale. Ce dont nous parlons, c'est d'une autre manière d'habiter, fondée sur les solidarités, les liens de proximité et une relation plus étroite avec le vivant. Une vie plus sobre, certes, mais aussi riche de bien-être, de joie et de gaieté.

Des «migrations» sont-elles déjà à l'œuvre ?

Le télétravail a ouvert des possibilités. Mais les enquêtes montrent que les motivations sont bien plus profondes. Ce n'est pas seulement une question de sensibilité écologique. Les pannes, les risques de black-out, les tensions sur les ressources ou les infrastructures travaillent déjà les imaginaires et les préoccupations quotidiennes. On le voit aussi chez de nombreux ménages qui quittent les grandes villes : en retrouvant un jardin, un accès à la terre ou des solidarités de proximité, les questions de sobriété et d'autonomie prennent une autre dimension. Les conditions écologiques transforment en profondeur les imaginaires et remettent au premier plan des valeurs comme l'entraide et la coopération. Cela fait son chemin dans les têtes et dans les cœurs. Il faut désormais accompagner une aspiration de plus en plus forte à vivre autrement.

Parmi les trente critères que vous avez retenus, y en a-t-il qui vous semblent plus stratégiques que d'autres ?

S'il fallait retenir un seul critère commun à ces territoires, ce serait sans hésiter la forêt. Aucun espace ne remplit les trente critères que nous avons retenus : les meilleurs obtiennent un score de 24 sur 30, alors que la moyenne nationale se situe autour de 15. La forêt est une source de vie. Encore faut-il parler de la bonne forêt. Les Vosges, par exemple, ne figurent pas parmi les territoires retenus, notamment en raison de l'importance des coupes rases. Il ne suffit pas qu'un territoire soit boisé : la qualité des milieux forestiers est essentielle. Une forêt diversifiée garantit des sols vivants, produit de l'humus, abrite une biodiversité riche et contribue au maintien de la ressource en eau. Elle est aussi nourricière, fournit des matériaux de construction, une ressource énergétique et agit comme un climatiseur naturel. C'est pourquoi, au-delà de la protection des forêts existantes, il faudrait aujourd'hui lancer un véritable appel : aux arbres citoyens !

Vous établissez un parallèle entre les territoires que vous identifiez et des régions marquées par une forte culture régionaliste ou autonomiste. Pourquoi ce rapprochement ?

On observe que les territoires marqués par une forte identité régionale ou une longue tradition d'autonomie présentent souvent des atouts intéressants. Je pense aux Cévennes protestantes, mais aussi à d'autres régions où, pour des raisons historiques ou géographiques, les habitants ont appris à s'appuyer sur leurs propres ressources plutôt que sur un Etat centralisateur. Ces territoires ont cultivé des formes d'entraide, de solidarité locale et de gestion collective qui constituent aujourd'hui un véritable avantage en matière d'adaptation. Cette culture des communs et de l'autonomie leur donne, selon moi, un coup d'avance face aux défis écologiques actuels et à venir.